



Association Luxembourgeoise
des Compliance Officers
du Secteur Financier

LE BULLETIN 26

PAGES 8-12

DOSSIER

Risque réputationnel :
l'ennemi invisible

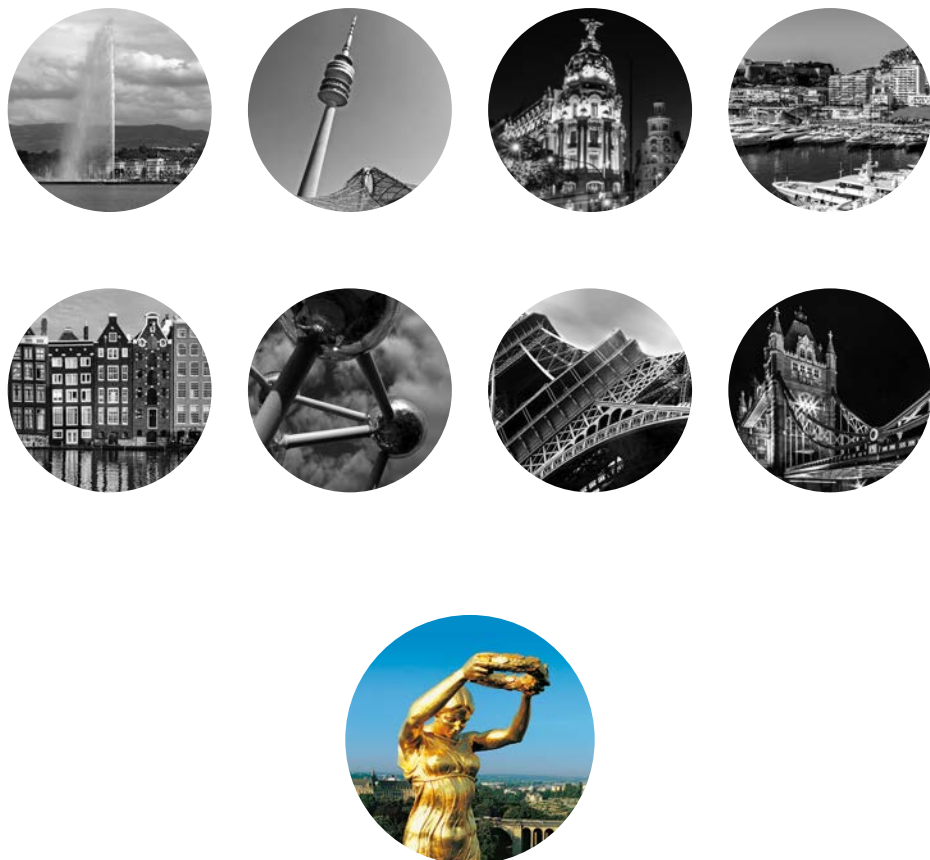
PAGES 12-15

ASSURANCES

La transparence
dans les assurances

A TRUSTED ADVISOR, INVESTOR & EMPLOYER

EUROPE'S MULTI-LOCAL PRIVATE BANKING GROUP



Headquartered in Luxembourg, KBL *epb* operates in nine countries in Europe, providing our clients with unmatched local insight and truly global perspective.

AMSTERDAM BRUSSELS GENEVA LONDON LUXEMBOURG MADRID MONACO MUNICH PARIS

WWW.KBL.LU

SOMMAIRE

3

5. EDITORIAL

6. ENTRETIEN

Les compliance officers en 2014

8. DOSSIER

Risque réputationnel :
l'ennemi invisible

12. ASSURANCES

La transparence dans les
assurances

16. FINANCE

PSF dépositaires spéciaux :
Saisissez vos opportunités, ayez
conscience des conflits d'intérêts

20. INTERVIEW

Portrait de compliance officer :
Marie Bourlond

22. VIE ASSOCIATIVE

26. INTERNET

26 LE BULLETIN

LE MAGAZINE DE L'ALCO



Rédacteurs en chef : Karine Vilret et Thierry Grosjean
Conception & coordination : 360Crossmedia
Directeur artistique : Frank Widling
Photo couverture : © 360Crossmedia/J.B
Tirage : 1000 copies

LE BULLETIN 26



CHERS MEMBRES,

Le bulletin a fêté ses 10 ans !

Nous sommes heureux de vous présenter la nouvelle version de notre magazine *Le Bulletin*. Avec ce magazine nous souhaitons partager et approfondir encore plus nos connaissances.

Ayez à l'esprit que ce magazine vous appartient ! Nous souhaitons vous encourager à participer à son contenu.

Alors n'hésitez surtout pas.

Bonne lecture,

Karine Vilret et Thierry Grosjean

LES COMPLIANCE OFFICERS EN 2014

MONSIEUR LEQUEUE, PRÉSIDENT DE L'ALCO (NDLR : ASSOCIATION LUXEMBOURGEOISE DES COMPLIANCE OFFICERS DU SECTEUR FINANCIER) RÉPOND À NOS QUESTIONS.

EN 2013, VOUS AVIEZ INSISTÉ SUR L'IMPORTANCE DES DÉFIS AUXQUELS SONT CONFRONTÉS LES COMPLIANCE OFFICERS ; 2014 SERA-T-ELLE UNE ANNÉE PLUS CALME ?

Pour les Compliance Officers, les défis en 2014 ne seront certainement pas moindres qu'en 2013. L'avalanche de réglementations se poursuit et se renforce. EMIR, Mifid II, abus de marché, AIFMD impacteront encore lourdement l'année. Souvent, il faut mettre en place des processus et des dispositifs de contrôles nouveaux avant

même que les autorités n'aient pu les préciser dans leur modalités pratiques. Les circulaires et règlements de la CSSF insistent de plus en plus sur le rôle des fonctions de contrôle interne et particulièrement sur celui du Compliance Officer. Ceci constitue une reconnaissance utile de la fonction Compliance mais simultanément un élargissement continu de ses responsabilités. Même les grandes institutions peinent parfois à suivre le mouvement imposé. C'est d'autant plus le rôle de l'ALCO

d'aider les CO de toutes les entités, grandes et petites.

COMMENT ÉVOLUE LES SOURCES DE RECRUTEMENT DES COMPLIANCE OFFICERS SUR LA PLACE FINANCIÈRE DE LUXEMBOURG ?

Il faut d'abord noter que les institutions financières ne sont plus les seules à mettre en place une fonction Compliance : une partie importante des acteurs de l'industrie des fonds jusque-là exemptée, les Experts Comptables, les cabinets d'avocats, les assureurs ... ressentent de plus en plus la nécessité de disposer d'un Compliance Officer compétent. L'ALCO compte aujourd'hui 750 membres, ce qui est énorme pour la dimension du pays. Cette multiplication a entraîné la constitution d'un marché de l'emploi où l'on trouve des professionnels de la Compliance bien formés et expérimentés, disposés à changer d'institution, voire de spécialisation. Le recrutement interne reste vivace au sein du secteur. La formation de CO peut être complémentaire ou acquise, notamment par le biais de certifications de l'ALCO toujours très courues. L'ALCO met son site à disposition pour publier les offres d'emplois. Une dernière

option est la sous-traitance, partielle pour des missions d'expertise ou complète, essentiellement dans les petites sociétés.

QUELLE ÉVOLUTION ENVISAGEZ-VOUS POUR VOTRE ASSOCIATION ?

L'ALCO vient de clôturer une enquête auprès de ses membres. Globalement, le niveau de satisfaction est positif. Il n'empêche que l'attente à l'égard de l'association est grande, surtout en matière d'information. D'ores et déjà, le Conseil d'administration a décidé de revoir fortement la qualité, la mise à jour et l'interactivité de son site et de refondre son bulletin dans une formule beaucoup plus actuelle et attractive. Nous réfléchissons à la manière de communiquer plus rapidement sur les sujets d'actualité réglementaire et d'élargir la portée de ces informations à un plus grand nombre de membres. Les tables rondes, les événements et les groupes de travail doivent se poursuivre et s'améliorer. Nous continuerons à partager notre expérience du terrain de la Conformité réglementaire avec les associations telles que l'ABBL, l'ALfi, l'ILA, l'IIA, l'ALRIM mais aussi la CSSF.

« Pour les Compliance Officers, les défis en 2014 ne seront certainement pas moindres qu'en 2013. »

Jean-Noël Lequeue



RISQUE RÉPUTATIONNEL L'ENNEMI INVISIBLE

À L'HEURE DES RÉSEAUX SOCIAUX, DES COMMUNICATIONS MOBILES ET DU BIG DATA, LES RISQUES RÉPUTATIONNELS PEUVENT IMPACTER VOIRE DÉTRUIRE LES SOCIÉTÉS DOTÉES DES MEILLEURES STRATÉGIES. MAIS LES MÉTHODES DE DÉFENSE S'AMÉLIORENT.

La Barings a été mise en faillite en 1995 malgré plus de 2 siècles d'existence suite aux actes de Nick Leeson. Andersen a également payé ses erreurs au prix fort.

LA CIBLE

Il suffit de voir Apple et Samsung mener leur guerre des brevets devant les tribunaux du monde entier pour comprendre la puissance que représentent aujourd'hui ces marques. La marque à la pomme est d'ailleurs la plus importante capitalisation boursière au monde avec 345 milliards d'euros. (02/2014). Dans ces conditions, le moindre écart de conduite, volontaire ou non peut prendre des proportions dramatiques. La principale difficulté réside dans le fait qu'au final, une réputation est définie en dehors de tout contrôle de la société: par ses clients, ses compétiteurs, la presse et l'opinion publique. Autant dire que lorsque les balles fusent, l'auteur des tirs est la plupart du temps invisible. Et une riposte à l'aveugle aggrave en général la situation.

ARSENAL CONVENTIONNEL VS NON-CONVENTIONNEL

Vols d'informations par un employé indélicat, diffamation de la part d'un compétiteur, scandale créé par des clients insatisfaits, dénonciation par la presse de pratiques interdites... L'origine de ces désagréments remonte sans doute aux toutes premières sociétés. La difficulté actuelle tient à de nouveaux

« Il faut 20 ans pour construire une réputation et cinq minutes pour la ruiner. Si vous pensez à cela, vous agirez différemment. »

Warren Buffett

phénomènes moins « conventionnels » : Wikileaks diffusant des vidéos volées à l'armée, Edward Snowden dénonçant les pratiques de la NSA, Madame Bettencourt enregistrée par son majordome et même Nicolas Sarkozy espionné par Patrick Buisson... Lorsqu'Hervé Falciani subtilise un fichier chez HSBC, l'opinion publique l'imagine comme simple « lanceur d'alerte » dont l'acte semble justifié pour dénoncer les pratiques obscures d'un monde de la finance responsable à ses yeux de la crise mondiale actuelle. Les rachats du fichier par différents États confortent d'ailleurs la légitimité de telles pratiques qui peuvent enrichir son auteur à hauteur de plusieurs millions d'euros. Les leçons de l'affaire Clearstream ne semblent pas apprises. Dans un autre registre, des sociétés comme Amazon, Google ou Starbucks sont la cible d'attaques sur des pratiques légales, mais jugées « non éthiques » par l'opinion publique. La réponse médiatique, notamment de Google ou Apple se révèle d'une puissance quasi

nucléaire ! Au Luxembourg où la discrétion fait partie de la culture, le statut de place financière augmente les risques réputationnels, à une époque où l'information est devenue un divertissement et où la presse est friande de gros titres pour augmenter ses ventes et limiter la baisse régulière des dépenses publicitaires.

LA DÉFENSE

Pour un compliance officer, les risques se décomposent en deux grandes catégories : d'abord les risques internes qu'un employé mal intentionné ou mal formé peut représenter. Ensuite les risques externes, liés aux agissements passés ou présents de ses clients et de l'opinion publique. En ce qui concerne l'interne, la difficulté consiste à imposer une culture positive vis à vis de la compliance et de ses exigences. Un KYC effectué dans les règles de l'art peut faire perdre un contrat, mais la découverte d'un client en infraction avec les lois anti-blanchiment peut coûter infiniment plus cher. En ce qui concerne les risques externes, le cas

« Nikki Catsouras » illustre parfaitement la toute-puissance de Google et le fait qu'internet ne puisse pas être effacé. Le père de cette jeune fille déchiquetée dans un accident de voiture a payé des sommes importantes pour faire effacer d'internet les photos prises par un pompier voyou. Des années plus tard, Google affiche toujours les clichés en première page. Seule la prévention permet de limiter les risques de départs de feux, en faisant notamment réaliser les recherches par des opérateurs spécialisés capables de travailler jusque dans les profondeurs du deep web. L'investissement est à la hauteur des enjeux : même le News of the World, spécialiste des attaques « non-conventionnelles » a rendu l'âme après le scandale des écoutes téléphoniques.

LES CLÉS DU RISQUE RÉPUTATIONNEL

STRATÉGIE

- > Intégration du risque réputationnel dans la stratégie de l'entreprise
- > Formation des employés aux règles de compliance et monitoring

LA MARQUE

- > Branding fort

LA COMMUNICATION

- > Communication interne fluide
- > Définition et alignement des messages externes de l'entreprise
- > Media training des personnes exposées

CONTRÔLE

- > Culture du contrôle interne à tous les étages
- > Dialogue régulier vers l'externe, avec les clients, la presse et le grand public

JOE GARNER : AU CŒUR D'UNE CRISE RÉPUTATIONNELLE

MINUIT SONNE, VOUS ÊTES LE CEO DE L'UNE DES PLUS ÉMINENTES BANQUES DU ROYAUME-UNI ET VOTRE SITE INTERNET EST « DOWN » DEPUIS 6 HEURES À CAUSE D'UNE ATTAQUE DE PIRATES INFORMATIQUES. LE RISQUE D'UNE VAGUE DE PANIQUE EST MANIFESTE, SI LES CLIENTS NE PEUVENT PAS TRANSFÉRER LEUR ARGENT ET QUE LES MÉDIAS SE DÉCHAÎNENT SUR CETTE INFORMATION. VOS 100 MEILLEURS EMPLOYÉS N'ATTENDENT PLUS QUE VOTRE DÉCISION POUR AGIR. QUE FAITES-VOUS ?

QUE FERIEZ-VOUS ?

Cette situation a été vécue par Joe Garner, ex-CEO de HSBC UK (CEO de Openreach, filiale de British Telecom depuis le 10 février 2014, ndr) durant la nuit du 18 au 19 Octobre 2012. Pas à pas, il a fait revivre son expérience aux 250 invités de la conférence Magenta Horizons organisée récemment par Linklaters. La crise commença à 18h par l'appel du CIO pour prévenir que tous les sites étaient inaccessibles, partout dans le monde. Il ajouta « ceci est simple à arranger normalement ». Joe Garner interroge les invités : « qu'auriez-vous fait à ma place ? ». La question reste en suspens... Il présente ensuite ses idées sur la nature changeante du leadership. Les bons PDG créent un cercle vertueux d'employés motivés qui renforcent la loyauté des clients et donc la croissance, qui vient à son tour améliorer le moral du personnel. Ce modèle sera mis à l'épreuve selon lui. La croissance est d'autant plus compliquée à atteindre que la concurrence est rude. De plus, les prix vont augmenter en raison de la raréfaction des ressources et du coût des changements climatiques. Il est maintenant 20h. L'attaque informatique est 500 fois plus importante que les attaques précédentes vécues par HSBC. À l'exception faite de quelques tweets, les médias n'en parlent pas pour l'instant. M. Garner décide

d'attendre pour voir comment va évoluer la situation. Que feriez-vous ?

LE CLIENT EST VRAIMENT ROI

Les clients ne sont plus loyaux envers les marques. Google leur fournit un accès instantané à toutes les informations du marché, ils veulent des produits fiables et de bonnes compensations quand les choses se passent mal. « Ceci signifie que c'est la fin de la vente traditionnelle », précise Joe Garner. « la moindre pression rend toute vente impossible ». Il est 22h. La situation se stabilise et les médias restent relativement silencieux mais maintenant, Monsieur Garner envisage de faire revenir tous les employés des centres d'appels en vacances ou en maladie. Bien sûr, cette décision pourrait suffire pour déclencher la panique. À minuit, il décide de faire revenir le personnel. Il prépare alors son message pour les médias autour du thème « nous faisons notre maximum ». Fort heureusement, à 4h15, le département informatique réussit enfin à repousser l'attaque et à restaurer le service.

PERMETTRE AU PERSONNEL DE SE DÉVELOPPER

« Considérer son personnel avec humanité et respect libère son énergie et sa créativité », recommande M. Garner. Ceci, selon lui, donne aux gens les outils et la force de faire face aux difficultés.

LA TRANSPARENCE DANS LES ASSURANCES

SECTEUR DES ASSURANCES : SYNTHÈSE DES DERNIÈRES MESURES RÉGLEMENTAIRES DU COMMISSARIAT AUX ASSURANCES EN MATIÈRE DE BLANCHIMENT ET DE FINANCEMENT DU TERRORISME.

En fin d'année 2013, le Commissariat aux Assurances (le CAA) a, pour la première fois de son histoire, pris un règlement n°13/01¹⁰ ayant valeur contraignante. Prenant le pas sur son homologue du secteur financier, la Commission de surveillance du secteur financier, le CAA décide d'asseoir son autorité sur l'ensemble des professionnels relevant de son secteur en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (LBC/FT) avec une sensibilisation à la maîtrise du risque majeur de la LBC/FT, aux obligations de vigilance et une organisation interne adéquate.

1. L'APPROCHE DU PROFESSIONNEL PASSE PAR LA MAÎTRISE DU RISQUE LBC/FT

Les risques de LBC/FT

doivent être identifiés et évalué en fonction de la nature et du volume de l'activité commerciale de chaque professionnel. Cette démarche s'effectue en amont, lors du développement de nouveaux produits et de nouvelles pratiques commerciales, y compris de nouveaux mécanismes de distribution et de l'utilisation de technologies nouvelles ou en développement en lien avec de nouveaux produits ou des produits préexistants.

En dehors des cas où le niveau de risque doit être considéré comme élevé en raison de la loi, ce niveau de risque est évalué selon les clients, les pays ou zones géographiques, les produits, services, transactions ou canaux de distribution et modalités de commercialisation tout en

prenant en compte des variables pouvant augmenter ou diminuer le risque de blanchiment ou de financement du terrorisme, notamment l'objet de la relation d'affaires, le niveau des primes versées ou à verser, la forme du paiement des primes, les caractéristiques du contrat d'assurance, l'utilisation de structures et de montages sociétaux interposés, les informations publiques négatives sur le client.

Dans cette démarche, le professionnel doit apprécier si un Etat membre ou un pays tiers imposent des obligations équivalentes à celles prévues par la réglementation applicable en fonction des circonstances particulières de l'espèce, les raisons doivent être documentées au moment de la prise de décision et doivent se baser sur des informations pertinentes et à jour.

L'évaluation du risque précède l'acceptation du client et doit être documentée et mise à jour en fonction de toute modification significative



affectant le risque dans le cadre d'une vigilance constante.

Afin de gérer et atténuer les risques, les professionnels doivent disposer de politiques, de contrôles et de procédures approuvés par la direction autorisée et, en ce qui concerne les politiques et contrôles des entreprises d'assurance, également par le conseil d'administration.

2. LES OBLIGATIONS DE VIGILANCE À L'ÉGARD DE LA CLIENTÈLE

Les obligations de vigilance

passent par l'acceptation d'un nouveau client, dont le dossier contient nécessairement un questionnaire client adapté à la nature du contact et de la relation d'affaires, qui doit être soumis pour autorisation écrite à un supérieur ou à un organe du professionnel spécifiquement habilité à cet effet en prévoyant un niveau hiérarchique de décision adéquat ainsi que, en cas de risque élevé, l'intervention du responsable du contrôle de la LBC/FT.

La politique d'acceptation des clients doit également

prévoir les procédures à suivre lors d'un soupçon ou indice de blanchiment ou de financement du terrorisme en cas de non aboutissement d'une entrée en contact avec un client potentiel qui dans ce cas doit être documenté.

Le professionnel doit obtenir des informations sur l'objet et la nature de la relation d'affaires, étant entendu que l'entrée en relation d'affaires s'établit pour les entreprises d'assurances au moment où une décision est prise sur une proposition d'assurance signée par le client.

>>>



Les mesures d'identification et de vérification visent les clients, les assurés, les mandataires des clients, les bénéficiaires effectifs ainsi que les bénéficiaires et s'établit sur base de documents probants.

Les obligations de vigilance sont renforcées dès lors qu'elles sont spécifiquement prescrites par la réglementation applicable ou si les relations d'affaires présentent un risque plus élevé. Dans ce cas le professionnel doit obtenir des informations supplémentaires sur le client et la mise à jour plus régulière des données d'identification du client et du bénéficiaire effectif, sur la nature envisagée de la relation d'affaires, sur les raisons des opérations envisagées ou réalisées. Il doit aussi obtenir l'autorisation de la direction autorisée. Des précautions doivent être prises telles que : paiement de la première prime d'assurance par l'intermédiaire d'un compte ouvert au nom du client auprès d'un autre professionnel assujéti à des normes de vigilance similaires, vérification des informations auprès de sources indépendantes et fiables, visite du client ou de la société ou une prise de contact avec le client ou la société par courrier recommandé avec avis de réception. Enfin, sera mise

en œuvre une surveillance renforcée de la relation d'affaires par l'augmentation du nombre et de la fréquence des contrôles et la sélection des schémas d'opérations nécessitant un examen plus approfondi.

Il en sera de même pour les relations d'affaires à distance, les personnes politiquement exposées, les ressortissants des pays ou territoires qui n'appliquent pas ou appliquent insuffisamment les mesures de LBC/FT.

La vigilance doit être constante et passe également par la mise en place de procédures permettant la détection des opérations complexes et inhabituelles et des personnes, entités et groupes visés par des interdictions ou mesures restrictives en matière financière et des activités requérant une attention particulière.

Enfin, l'externalisation ou la délégation des obligations de vigilance à des tiers introducteurs sont permises.

3. L'ORGANISATION INTERNE DOIT ÊTRE ADÉQUATE

L'organisation interne adéquate passera par une procédure, une politique LBC/FT et des mesures de contrôle adaptées à l'activité, à la structure, à la taille, à l'organisation

et aux ressources. Cette politique doit viser toutes les obligations professionnelles et doit comprendre la politique d'acceptation de tous les types de clients et du suivi, le détail des procédures quant à l'identification, l'évaluation, la surveillance, la gestion et l'atténuation des risques de blanchiment ou de financement du terrorisme. Ces procédures doivent permettre de suivre l'évolution des risques identifiés, de les réévaluer régulièrement et d'identifier toute modification significative les affectant ou tout nouveau risque, de procéder à une déclaration de soupçon ou de détecter un indice de blanchiment ou de financement du terrorisme. Ces procédures prévoient les procédures d'embauche ainsi que le programme de formation et de sensibilisation du personnel ainsi que la définition exacte des responsabilités des diverses fonctions au sein du personnel en matière de LBC/FT.

Les mécanismes de contrôle et de surveillance placés sous l'autorité du responsable LBC/FT doivent permettre d'une part de détecter les personnes pour lesquelles une vigilance renforcée est mise en place, les biens en provenance ou à destination de personnes, entités ou groupes visés par

les interdictions ou mesures restrictives en matière financière ou de pays ou territoires qui n'appliquent pas ou appliquent insuffisamment les mesures de LBC/FT ainsi que les opérations complexes ou inhabituelles et, d'autre part de couvrir l'intégralité de la clientèle et de ses opérations tant les clients que les mandataires, les bénéficiaires effectifs et les bénéficiaires des contrats d'assurances.

Il doit être tenu compte, le cas échéant de manière automatisée, des risques identifiés par le professionnel en fonction des caractéristiques de son activité et de sa clientèle.

Les professionnels doivent désigner au minimum un responsable du contrôle de la LBC/FT au niveau de la direction ou de la direction autorisée, en fonction des activités, de la taille et de l'organisation du professionnel dont le CAA doit avoir connaissance. Ils sont également en charge de la transmission de toute information ou déclaration auprès desdites autorités compétentes en matière LBC/FT.

Le ou les responsables du contrôle de la LBC/FT doivent disposer de l'expérience professionnelle, de la connaissance du cadre légal et réglementaire

luxembourgeois en matière de LBC/FT, du niveau hiérarchique et des pouvoirs au sein de l'organisme (y compris le pouvoir d'accès en temps voulu aux données d'identification des clients et aux autres informations et documents relevant des mesures de vigilance), ainsi que de la disponibilité qui sont nécessaires à l'exercice effectif et autonome de leurs fonctions.

La mission du responsable du contrôle de la LBC/FT consiste dans le contrôle du respect par le professionnel, en ce compris les succursales et filiales du professionnel à l'étranger, de l'ensemble de ses obligations professionnelles en matière de LBC/FT et de l'application de la politique LBC/FT. Pour cela, il dispose du pouvoir de proposer à la direction autorisée toutes mesures nécessaires ou utiles à cet effet, en ce compris la libération des moyens requis.

Dans le même temps, il met en place et veille à la réalisation du programme de formation et à la sensibilisation du personnel.

Le responsable du contrôle de la LBC/FT prépare au moins une fois par an un rapport de synthèse sur ses activités et son fonctionnement. Ce rapport est soumis pour approbation au conseil d'administration et aux comités spécialisés

le cas échéant ; il est soumis pour information à la direction autorisée.

Dès lors qu'il est obligatoire, l'audit interne contrôle la politique LBC/FT. L'auditeur interne, indépendant, doit rendre compte à la direction autorisée et au conseil d'administration de cette en présentant au moins une fois par an un rapport de synthèse sur le respect de la conformité à la politique LBC/FT. Il doit faire preuve de diligence en veillant à ce que ses recommandations ou mesures correctrices soient suivies d'effet.

Enfin, le contrôle est également effectué par le réviseur d'entreprises agréé sur l'entreprise d'assurance, en ce compris ses succursales et filiales établies à l'étranger. Le contrôle porte sur le respect des obligations et dispositions légales et réglementaires de LBC/FT et fera l'objet d'un rapport annuel spécifique.

Ces dispositions constituent un ensemble de mesures pragmatiques et utiles pour le professionnel de l'assurance.

(1). Règlement du Commissariat aux Assurances N°13/01 du 23 décembre 2013 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Karine Vilret

Avocat aux Barreaux de Paris et Luxembourg

PSF DÉPOSITAIRES SPÉCIAUX SAISISSEZ VOS OPPORTUNITÉS, AYEZ CONSCIENCE DES CONFLITS D'INTÉRÊTS

UNE NOUVELLE LICENCE

Le marché luxembourgeois des Professionnels du Secteur Financier (PSF) a prouvé son évolution constante et avec un taux de croissance de plus de 90% au cours de ces 9 dernières années, il représente déjà un tiers¹ des emplois dans l'industrie financière locale.

Ce développement significatif est dans une large mesure dû aux professionnels du secteur financier qui saisissent des opportunités découlant des modifications réglementaires, telles que la MiFID et l'AIFMD. Cette dernière, transposée par le Parlement luxembourgeois en loi nationale le 10 juillet 2013, a introduit une nouvelle catégorie de professionnel du secteur financier dans la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier : le « dépositaire professionnel d'actifs autres que des

instruments financiers » ou plus simplement dénommé le « dépositaire spécial ».

Cette nouvelle catégorie de dépositaire peut être désignée soit directement par l'Alternative Investment Fund (AIF : fonds alternatifs) ou agir comme délégué du dépositaire unique de l'AIF.

Cependant, il peut seulement être désigné comme dépositaire spécial de fonds d'investissement spécialisés (SIF), de sociétés d'investissement en capital à risque (SICAR) et d'autres fonds alternatifs luxembourgeois et étrangers selon l'AIFMD, à condition qu'il ne dispose pas de droits de rachat pouvant être exercés pendant au moins cinq ans après la date de l'investissement initial et qu'il investisse principalement dans des actifs qui ne peuvent pas être détenus ou dans des émetteurs ou des sociétés non cotées

afin d'acquérir le contrôle sur celles-ci.

Les conditions du marché et les attentes de plus en plus importantes des clients en ce qui concerne la gamme de services proposés par les prestataires de services encouragent réellement les professionnels du secteur financier à étendre leurs offres de services et à combiner différentes licences en vertu de la loi relative aux professionnels du secteur financier, en particulier celles en rapport avec l'agent administratif, l'agent comptable des registres et l'agent domiciliaire de la société et en fournissant des services d'évaluation de l'actif.

Comme étape logique dans le développement de leur proposition de valeur, les professionnels du secteur financier peuvent envisager de saisir les opportunités offertes par la nouvelle

licence du dépositaire spécial et donc rendre leur offre globale de services plus attrayante.

NOUVEAUX DÉFIS ET NOUVELLES OBLIGATIONS POUR LE PROFESSIONNEL DU SECTEUR FINANCIER

Les obligations d'un dépositaire spécial se concentrent sur la vérification des droits de propriété des actifs non financiers, la surveillance de ces actifs et les transactions impliquant ceux-ci, ainsi que la surveillance des entrées et des sorties de fonds.

La gamme des instruments non financiers qui peuvent être détenus par le biais d'un dépositaire spécial est pratiquement illimitée et comprend entre autres des classes d'actifs tels que l'immobilier, les pierres et métaux précieux, les antiquités, les bouteilles de vin, les livres rares ou les chevaux de course.

« La base de l'excellence organisationnelle est formée par une gouvernance interne forte. »

Martin Bock et Arek Kwapien

La nature même de ces actifs entraîne certaines difficultés pour la majorité des banques qui agissent comme dépositaires, et qui sont plutôt habituées à traiter avec des investissements conventionnels tels que des capitaux propres ou des titres. Il s'agit d'une opportunité pour les professionnels du secteur financier et l'occupation de la niche du dépositaire spécial nécessite une organisation adéquate, une infrastructure, une expertise et des connaissances spécifiques ainsi qu'un cadre juridique pour prendre en compte les besoins très spécifiques de chaque type d'actif non financier.

Dans la plupart des cas, cette garde va impliquer une tierce partie spécialisée (par exemple : les chambres fortes d'une banque pour les pierres et les métaux précieux, une écurie de chevaux pour les chevaux de course, ou des citernes spéciales pour le stockage du pétrole). Le dépositaire spécial doit implémenter des processus qui permettent de suivre et de savoir à tout moment où se situent les actifs de l'AIF.

Il faut remarquer que dans le cas d'une délégation de garde des valeurs d'actifs non financiers, le dépositaire spécial peut limiter et/ou décharger ses responsabilités.

>>>

>>> En outre de ces devoirs, le dépositaire doit assumer la surveillance du calcul de la valeur de l'actif net, de l'évaluation indépendante des actifs, et du calcul des revenus de l'AIF et leur distribution. Tout en réalisant ses services qui font déjà partie aujourd'hui de l'offre de services de nombreux professionnels du secteur financier, c'est la combinaison avec la nouvelle licence de dépositaire spécial et les obligations de surveillance qui en découlent qui nécessite d'évaluer prudemment et de comprendre les défis spécifiques découlant de ce nouveau rôle, tels qu'énumérés dans le tableau.

En vertu de l'article 19 (3) i) de l'AIFMD, les dépositaires des AIF en particulier doivent garantir que des mécanismes de gouvernance interne adéquats sont en place afin d'exercer l'activité de dépositaire. Par conséquent,

l'organisation doit garantir que les relations et les responsabilités entre le conseil d'administration, sa direction autorisée, les prestataires de services, les actionnaires et les autres parties intéressées sont bien définies.

La base de l'excellence organisationnelle est formée par une gouvernance interne forte, un contrôle robuste et des mécanismes de compliance. Une définition claire du cadre de contrôle interne est par conséquent extrêmement importante, et la direction et le conseil d'administration des PSF doivent surveiller l'exécution des contrôles internes, devant se concentrer sur :

- L'efficacité et l'efficacité opérationnelles
- L'évaluation des risques
- La conformité avec les lois et réglementations pertinentes
- La fiabilité des rapports financiers

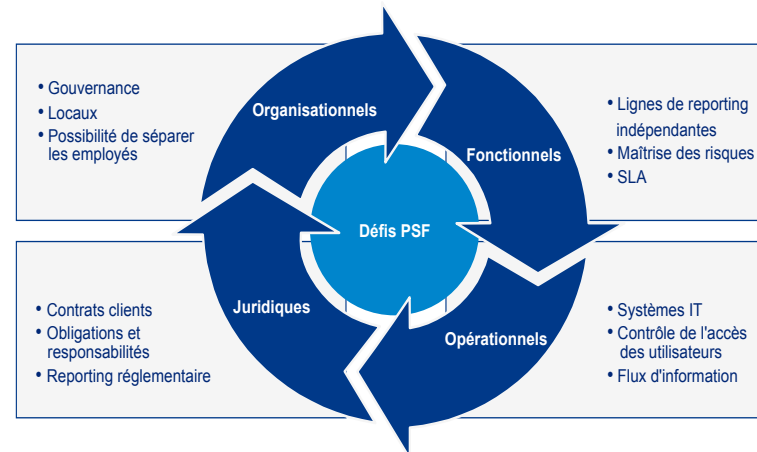
ATTENTION AUX CONFLITS D'INTÉRÊTS

L'AIFMD établit des exigences claires en termes de séparation totale entre la gestion du fonds et les services du dépositaire. De plus, la directive requiert une évaluation indépendante des actifs qui doit être réalisée.

Alors que la mise en place d'une solution intégrée qui combine les services du dépositaire avec l'administration de fonds et/ ou les services d'estimation est sans conteste une option très attrayante pour de nombreux PSF, ils courent le risque de négliger les conflits d'intérêts potentiels qui peuvent découler d'une offre combinée de services de ce genre. Par conséquent, il faudrait accorder une attention spéciale à l'identification, l'évaluation et l'atténuation de ces risques, et il est par conséquent recommandé aux professionnels du secteur financier d'examiner leur structure organisationnelle actuelle et de réaliser une évaluation détaillée de l'impact en tenant compte des aspects suivants :

- Les fonctions de dépositaire d'un professionnel du secteur financier doivent être séparées fonctionnellement et de manière hiérarchique de l'administration de fonds et des services d'évaluation,

Comprendre la structure et vérifier la propriété	Superviser les fonctions relatives aux activités bancaires	Mettre en place des cadres de contrôle efficaces	Flux d'informations avec les parties tierces	Problème d'évolutivité d'entreprise	Exigences en termes de capital
<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une stratégie avant le lancement • Mettre en place des principes de contrôle • Apporter la preuve que la structure a été comprise • Garantir qu'il n'y a pas d'interruption de la structure de propriété • Mise à jour du registre des actionnaires (au niveau du SPV) 	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôles des transactions • Conservation/enregistrement des actifs • Contrôle des flux de trésorerie • Gestion du collatéral • PAPE/IPO • Fourniture de rapports 	<ul style="list-style-type: none"> • Calcul de la valeur de l'actif net • Distribution des revenus du fonds • Transactions impliquant les actifs du fond • Contrôle des restrictions d'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> • Supervision continue des actifs • Déploiement d'une diligence initiale et continue • Passage culturel d'un processus manuel et ad hoc à un processus simplifié 	<ul style="list-style-type: none"> • En cas d'augmentation significative des actifs sous conservation et des processus opérationnels et de contrôle 	<ul style="list-style-type: none"> • Licence peut exiger un accroissement des exigences en fonds propres



et doivent être idéalement rapportées à différents membres du comité exécutif du professionnel du secteur financier ou du conseil d'administration.

- Les différentes équipes fonctionnelles doivent établir des accords de niveaux de service détaillés (« service level agreement ») décrivant les services fournis, ainsi que des canaux de communication, des indicateurs clés de performance et des contrôles applicables. De plus, un système de surveillance adéquat doit être défini afin de garantir que tout problème est identifié et abordé rapidement. De même, il sera important d'organiser des réunions de direction régulières qui permettent l'escalade et la résolution des problèmes.

- L'accès aux systèmes d'administration et de dépositaire ainsi que les droits de validation de chaque utilisateur doivent

être adaptés et restreints à leurs fonctions respectives, en particulier pour les effectifs qui assurent la fonction de dépositaire et le contrôle de dépositaire. Le partage d'informations avec une fonction de dépositaire peut se restreindre aux employés qui ont besoin de les connaître.

- La fonction de dépositaire doit garantir son indépendance par rapport aux informations fournies et aux contrôles réalisés par l'intermédiaire des fonctions d'administration de fonds qui garantissent le calcul de la valeur nette de l'actif et la conformité avec les restrictions d'investissement. Alors que la fonction de contrôle du dépositaire peut être partiellement basée sur les informations fournies par l'administrateur de fonds interne en ce qui concerne les contrôles de conformité et peut utiliser les mêmes outils pour contrôler les résultats, il est important de garantir un accès indépendant à, ainsi qu'un

examen indépendant de toutes les informations utilisées par le dépositaire afin de remplir ses responsabilités de contrôle.

- La communication avec les clients doit être revue et les contrats juridiques doivent être examinés afin de divulguer de manière appropriée dans quels cas des conflits d'intérêts potentiels peuvent survenir et de quelle manière ils seront gérés et contrôlés.

Il y a plusieurs opportunités professionnelles pour les PSF qui découlent de la combinaison de la nouvelle fonction de dépositaire spécial avec d'autres services. Elles devront aborder les défis découlant de l'intégration de plusieurs services, tout en identifiant et gérant simultanément les conflits d'intérêts. Une évaluation détaillée et holistique de l'aptitude et de la capacité organisationnelle est cruciale, et il est important de déduire le meilleur modèle organisationnel pour garantir que le PSF est perçu comme un partenaire fiable.

1. Estimations CSSF au 30 juin 2013



Martin Bock
Director – Strategy & Corporate Finance
Deloitte Tax & Consulting



Arek Kwapien
Manager – Strategy & Corporate Finance
Deloitte Tax & Consulting



« S'adapter en amont n'est plus une option : il faut s'y prendre des années en avance. »

Marie Bourlond

PORTRAIT DE COMPLIANCE OFFICER

MARIE BOURLOND

MARIE BOURLOND, CHIEF COMPLIANCE OFFICER DU GROUPE BIL, EST À LA TÊTE D'UNE ÉQUIPE D'UNE VINGTAINE DE PERSONNES. POUR LE "BULLETIN", ELLE PARTAGE SA PERCEPTION DU MÉTIER.

POUVEZ-VOUS RACONTER VOTRE MÉTIER EN QUELQUES MOTS ?

Mon métier, c'est anticiper les changements réglementaires, identifier les impacts dans nos activités, voire, participer au repositionnement de certaines d'entre elles, et bien évidemment adapter nos politiques et procédures pour être conforme aux

nouvelles règles. L'ALCO s'assure notamment que l'implémentation des lois est homogène pour éviter la création d'avantages compétitifs. Notre métier, c'est aussi de former les employés aux nouvelles réglementations, et de s'assurer qu'ils les respectent bien. La clé pour s'épanouir en tant que Compliance

Officer, c'est d'être proche du business ; de vouloir comprendre ; de prendre du recul et surtout de ne pas avoir peur de prendre position.

QUELS SONT VOS MEILLEURS SOUVENIRS DANS L'EXERCICE DE VOTRE FONCTION ?

Cela fait 18 ans que je travaille au sein du groupe BIL où j'ai exercé différentes fonctions. Dans l'ensemble, je me suis sentie très utile chaque fois que j'ai réussi à résoudre avec les bons experts la situation très complexe d'un client. Beaucoup d'entre eux

ont des activités dans plusieurs pays, ce qui implique de résoudre une équation avec multiples inconnues pour respecter à la fois les lois des différents pays, les procédures de la banque et les besoins du client. Je suis contre le "non" d'office.

D'AUTRES EXEMPLES ?

En 2005, nous avons été précurseurs dans les politiques « crossborder » en analysant les réglementations à respecter dans les pays étrangers. A l'époque, tout le monde se demandait à quoi cela servait, alors

qu'aujourd'hui la banque et le Luxembourg comptent plus que jamais sur le démarchage de clients étrangers pour vivre.

JUSQU'OU PEUT ALLER LA RÉGLEMENTATION ? Y A-T-IL UNE LIMITE ?

Nous nous posons tous la question. Chaque réglementation apporte du nouveau tout en recyclant de l'ancien. On en arrive à des textes qui se contredisent parfois, et qui se complètent d'autres fois. Je me mets à la place de nos gestionnaires qui doivent jongler avec des règles luxembourgeoises,

européennes et américaines. Cela devient très difficile, d'où notre rôle essentiel de pédagogue.

COMMENT IMAGINEZ-VOUS L'AVENIR ?

En 2013, nous avons été très occupés par les évolutions en matière fiscale (charte ICMA, FATCA, échange automatique d'information). Ce qui est sûr, c'est que tout va tellement vite que les évolutions réglementaires doivent être intégrées dans la stratégie des sociétés. S'adapter en amont n'est plus une option : il faut s'y prendre des années en avance.

GT11 GESTION DU SITE ALCO

L'objectif de ce groupe de travail est de maintenir et faire évoluer le site internet www.alco.lu via l'ajout d'information supplémentaire et via le développement de nouvelles fonctionnalités dans la partie sécurisée du site accessible uniquement aux membres de l'ALCO.

RESPONSABLE :

Olivier Gilson, Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

Tél. : +352 27 78 1016

o.gilson@lombardodier.com

GT16 BULLETIN

Ce groupe de travail est en charge de l'élaboration et de la publication du bulletin de l'ALCO. Il y a entre 3 et 4 bulletins par an notamment sur des sujets intéressants la Compliance et la vie de l'Association.

RESPONSABLES :

Karine Vilret, Vilret - Avocats Sàrl

Tél: 352 26 44 14 13

e-mail: kvilret@vilret-avocats.eu

Thierry Grosjean, Centuria Capital Luxembourg S.A.

Tél. : +352 26 73 24 23

tgrosjean@centuria.lu

GT20 ALCO/ABBL/ALFI/PRIM – PRACTICES AND RECOMMENDATIONS AIMED AT REDUCING THE RISK OF MONEY LAUNDERING AND TERRORIST FINANCING IN THE LUXEMBOURG FUND INDUSTRY

RESPONSABLE :

Patrick Watelet, Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Tél. : +352 45 14 14 231

patrick.watelet@citi.com

GT21 PRACTICAL INTERPRETATION OF FUND INVESTMENT RESTRICTIONS

L'objet de ce groupe est de créer un guide sur l'interprétation pratique des restrictions d'investissement des fonds UCITS. Ce guide est devenu un support reconnu et facile d'utilisation pour les compliance officers et les praticiens. Le groupe de travail se rencontre fréquemment pour offrir une mise à jour continue. Habituellement une publication annuelle est réalisée reprenant les dernières interprétations et pratiques de marché.

RESPONSABLE :

Tim Winfield, JP Morgan

Tél. : 34 10 23 85

tim.winfield@jpmorgan.com

Date de mise en place : Avril 2004

GT27 FORMATIONS IFBL

L'objectif de ce groupe de travail est de mettre au point les supports de formation Compliance dans le cadre du partenariat entre l'ALCO et l'IFBL ainsi que de les maintenir à jour en fonction des évolutions légales et réglementaires. Le groupe développe les examens M1, M2 et M3 tout en les renouvelant régulièrement, est en charge des corrections et de la composition du jury.

RESPONSABLES :

David Renaud, RBC Investor Services Bank S.A.

Tél. : +352 26 05 21 81

david.renaud@rbc.com

Roland Dillien, Credit Agricole Luxembourg

Tél. : +352 24 67 2653

roland.dillien@ca-luxembourg.com

GT30 DOMICILIATION DE SOCIÉTÉS

L'objectif du GT30 est de discuter des obligations légales et réglementaires liées à la domiciliation de sociétés et de favoriser l'échange entre les membres du groupe représentant les différents types de professionnels autorisés à domicilier des sociétés à Luxembourg (banque, réviseur d'entreprises, expert comptable, avocat, compagnie d'assurances). Le groupe de travail est également chargé de maintenir à jour le rapport émis par le groupe de travail et d'analyser les risques liés à la mise à disposition de services de domiciliation à des sociétés.

RESPONSABLE :

Marie-Hélène Claude, Alter Domus Sàrl

Tél. : +352 48 18 28 39 03

marie-helene.claude@alterdomus.com

GT33 RÉPONSES AUX QUESTIONS DES MEMBRES

L'objectif de ce groupe de travail est de répondre aux questions des membres (uniquement) concernant des problématiques Compliance dans le contexte de la législation et de la réglementation luxembourgeoise.

RESPONSABLE :

Christophe Becue, Independent Consultant

Tél. : +352 691 604 869

cfbecue@hotmail.com

GT34 TABLE RONDE

L'objectif de ce GT est de réunir des membres autour d'une table afin de mettre en commun expériences, questions et idées quant à certains thèmes bien précis auxquels ils sont régulièrement confrontés. Le résumé des discussions est mis à disposition de tous. N'hésitez pas à nous transmettre vos idées de sujets à aborder. Pour une description plus détaillée, cliquez sur le lien suivant: http://www.alco.lu/docs/docmembres/GT34_Des%20tables%20rondes_pourquoi%20faire.pdf

RESPONSABLE :

Charles Van Doorslaer, KBL

Tél. : +352 47 97 39 09

charles.van-doorslaer@kbl-bank.com

GT38 ASSURANCES

L'objectif du GT38 est de discuter des obligations légales et réglementaires dans le domaine des assurances. Il s'agit aussi de favoriser l'échange entre les membres du groupe représentant les Compliance Officers des Compagnies d'Assurances.

RESPONSABLE :

Valérie Mariatte-Wood, Lombard International Assurance S.A.

Tél. : +352 34 61 91 219

valerie.mariatte-wood@lombard.lu

GT39 COMPLIANCE & SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

Le but de ce groupe de travail est d'apporter un soutien sur la Compréhension, la Coordination et la Concertation entre les métiers de la Compliance et la Sécurité de l'Information.

RESPONSABLE :

Stéphanie Misonne, ARENDT & MEDERNACH

Tél. : +352 26 86 66 56

Stephanie.Misonne@arendt.com

GT40 RESPONSABILITÉ DU COMPLIANCE OFFICER DANS LES SOCIÉTÉS DE GESTION

L'objectif de ce groupe travail est de définir la fonction de Compliance au sein des Sociétés de Gestion. Le groupe de travail a notamment publié les modèles suivants: rapport annuel Compliance pour la CSSF, due diligence pour les gestionnaires d'investissement, due diligence pour les distributeurs.

RESPONSABLE :

Laurent Moser, Pictet Asset Management

Tél. : +352 46 71 71 7680

lmoser@pictet.com

GT43 SURVEILLANCE AML DES TRANSACTIONS DES VÉHICULES D'INVESTISSEMENT DE REAL ESTATE ET PRIVATE EQUITY INVESTISSANT DANS DES ACTIFS TANGIBLES

L'objectif de ce groupe est de produire un document indiquant les types et périmètres des contrôles à effectuer dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sur des investissements de type: actif tangible, real estate, private equity, actifs dédiés à la microfinance, etc...

RESPONSABLES :

Patrick Watelet, Citibank International plc (Luxembourg Branch)

Tél: +352 45 14 14 231

patrick.watelet@citi.com

Martine Pierrat, Société Générale Bank & Trust S.A.

Tél. : +352 47 93 11 54 61

martine.pierrat@sgss.socgen.com

GT44 COOPÉRATION AVEC L'UNIVERSITÉ ET BOURSE D'ÉTUDE LSF

Ce groupe de travail est en charge de l'organisation des cours Compliance avec l'Université de Luxembourg ainsi que de l'attribution des bourses d'étude.

RESPONSABLES :

Sundhevy Goïot, Intertrust Coporate Services (Luxembourg) S.à r.l.

Tél. : +352 2689 0203

sundhevy.goiot@intertrustgroup.com

Christophe Becue, Eastspring Investments (Luxembourg) S.A.

Tél. : +352 2786 0650

christophe.becue@eastspringinvestments.com

GT34 TABLES RONDES 20 : LUTTE CONTRE LES ABUS DE MARCHÉS – PRÉVENTION & DISPOSITIFS DE MONITORING DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ

o En Français

o En Anglais

o Slides et résultats du questionnaire

GT34 TABLES RONDES 19 : COMMENT ÉVALUER L'ADÉQUATION ? (ASSESSING SUITABILITY)

o En Français

o En Anglais

o Slides et résultats du questionnaire

GT34 TABLES RONDES 18 : SUMMARY OF DISCUSSIONS ON WHISTLEBLOWING OF 24 SEPTEMBER 2013

o En Anglais

o Article Emmanuelle Rago en anglais

GT39 COMPLIANCE ET SÉCURITÉ DE L'INFORMATION

o Rapport en Anglais

GT30 DOMICILIATION DE SOCIÉTÉS: THE COMPLIANCE FUNCTION WITHIN THE DOMICILIATION AGENT SECTOR IN LUXEMBOURG

o Rapport en Anglais

MEMBRES ET VIE ASSOCIATIVE

NOMBRE DE MEMBRES :

Membres effectifs 639

Membres d'honneur 137

Effectif total : 776

RÉUNIONS ET ACTIVITÉS :

Mensuellement ... Réunions du conseil d'administration

1 / 2 x par an Réunions plénières

2 / 3 x par an ... Rencontres informelles autour d'un thème

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Noël LEQUEUE	Président
Valérie MARIATTE-WOOD	Vice-Présidente
Patrick WATELET	Vice-Président, secrétaire général
Vincent SALZINGER	Vice-Président
Marie-Hélène CLAUDE	Trésorière
Marie BOURLOND	Administrateur
Patrick CHILLET	Administrateur
Rolland DILLIEN	Administrateur
Olivier GILSON	Administrateur
Sundhevy GOÏOT	Administrateur
Thierry GROSJEAN	Administrateur
David RENAUD	Administrateur
Christophe BECUE	Conseiller
Marie-Paule GILLEN	Conseiller
Emmanuelle HENNIAUX	Conseiller
Laurent MOSER	Conseiller
Karine VILRET	Conseiller
Tim WINFIELD	Conseiller

SECRÉTARIAT DE L'ALCO

Emilie Schmitt

secretariat@alco.lu

2 rue de l'Eau

L-1449 Luxembourg

Tél. : 26 63 86 25

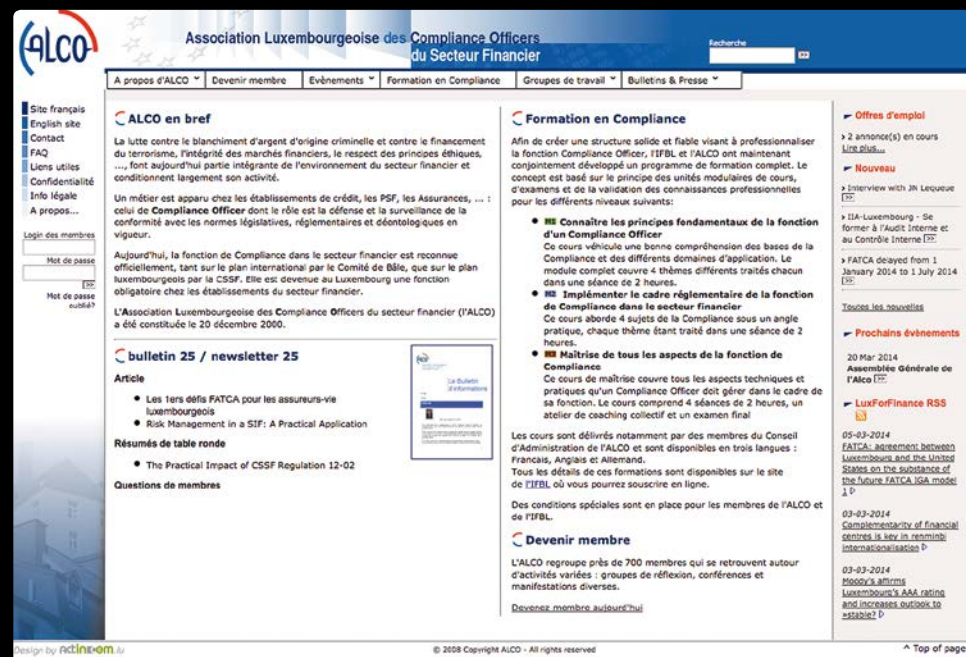
COMITÉ DE RÉDACTION DU BULLETIN

Karine Vilret

kvilret@vilret-avocats.eu

Thierry Grosjean

tgrosjean@centuria.lu



www.alco.lu

ACTUALITÉS

gouvernement.lu
le portail de l'actualité gouvernementale

Le Luxembourg est largement conforme aux recommandations du GAFI

Communiqué – Publié le 06.03.2014 (15:29)

La décision de la plénière se base sur un rapport du GAFI qui conclut que depuis l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle, le Luxembourg a adressé un nombre significatif des points y soulevés, de sorte que son niveau de conformité avec les principales recommandations du GAFI est dorénavant équivalent à une notation au moins égale à largement conforme (LC).

Le **Groupe d'action financière (GAFI)** est un organisme intergouvernemental ayant pour objet l'élaboration des normes et politiques en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ainsi que la promotion de leur mise en œuvre efficace moyennant l'évaluation par ses pairs. La plénière du GAFI, qui est composée de tous les pays et organisations membres du GAFI, a reconnu dans sa réunion des 12 au 14 février à Paris les progrès significatifs qui ont été réalisés par le Luxembourg en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. La plénière a ainsi décidé la sortie du Luxembourg de la procédure de suivi du 3^e cycle d'évaluation du GAFI. Le Luxembourg avait été admis dans la procédure de suivi suite à l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle en février 2010.

Système de lutte contre le blanchiment de capitaux

La décision de la plénière se base sur un rapport du GAFI qui conclut que depuis l'adoption de son rapport d'évaluation mutuelle, le Luxembourg a adressé un nombre significatif des points y soulevés, de sorte que son niveau de conformité avec les principales recommandations du GAFI est dorénavant équivalent à une notation au moins égale à largement conforme (LC). Ce rapport, qui est publié sur le site du GAFI, reconnaît notamment la conformité des infractions de blanchiment et de financement du terrorisme aux normes du GAFI. Il fait également état des mesures adoptées en rapport avec les devoirs de vigilance relatifs à la clientèle, et reconnaît le renforcement tant quantitatif que qualitatif de la surveillance exercée par les autorités de surveillance du secteur financier et du secteur des assurances. Le rapport souligne également l'amélioration significative du mécanisme applicable au gel des avoirs terroristes qui a été substantiellement revu en 2010.

Le rapport passe encore en revue l'éventail des autres mesures qui ont été mises en œuvre depuis 2010 et qui reflètent les efforts déployés et les progrès réalisés en vue de doter le Luxembourg d'un système complet et performant de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en pleine conformité avec les standards du GAFI.

Dorénavant, le Luxembourg concentrera ses efforts sur la mise en œuvre des recommandations révisées du GAFI, telles qu'adoptées en 2012/2013, en vue de la préparation du 4^e cycle d'évaluation.

Communiqué par le ministère de la Justice et le ministère des Finances

PUBLIC RELATIONS FOR COMPLIANCE OFFICERS





Superior intelligence for decision-makers

Know Your Customers

Manage your reputational risk and be fully Compliant.

Sqope S.A. offers independent premium information reports on individuals and companies worldwide to allow its clients to develop their business in full respect of Anti-Money Laundering, Anti-Terror Financing and Anti-Corruptions laws.

Sqope your customers



Luxembourg | Switzerland | Cyprus | www.sqope.lu | info@sqope.lu